



Exclusif : Les NIH financent un projet pilote visant à administrer le vaccin contre le papillomavirus à des élèves sud-africains de CM2

L'Institut national de la santé a octroyé 340 000 dollars pour tester des tactiques psychologiques visant à persuader les élèves sud-africains de cinquième année et leurs parents d'accepter le vaccin controversé contre le papillomavirus, selon des documents obtenus par Children's Health Defense à la suite d'une demande au titre de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act).

Par [Brenda Baletti](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2024

[The Defender](#) 4 mars 2024

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Science et médecine](#)

Les National Institutes of Health (NIH) financent des recherches sur la manière de stimuler l'adoption du vaccin contre le papillomavirus humain (HPV) chez les garçons et les filles de cinquième année en Afrique du Sud, comme le révèlent des [documents de subvention](#) obtenus par [Children's Health Defense](#) (CHD) dans le cadre d'une demande au titre de la loi sur la liberté d'information (Freedom of Information Act).

Les NIH ont accordé environ 340 000 dollars aux chercheurs principaux, [le Dr Ingrid Katz](#), médecin au Brigham and Women's Hospital dans le Massachusetts, et [Lisa Michelle Butler](#), [docteur](#) en épidémiologie à l'université du Connecticut.

La subvention finance un projet visant à développer et à tester des stratégies de communication en milieu scolaire ciblant les enfants et leurs parents dans les écoles de la province de [KwaZulu-Natal](#) en Afrique du Sud, afin de déterminer quels types de communication sont les plus susceptibles d'inciter un plus grand nombre d'enfants à se faire vacciner contre le papillomavirus.

Le financement couvre une étude de faisabilité pilote d'un an dans cinq écoles afin de tester des stratégies que les chercheurs affineront ensuite et testeront sur des centaines d'enfants dans le cadre d'un " [essai hybride de type 2](#) à grande échelle".

Les chercheurs espèrent que les stratégies de communication en milieu scolaire qu'ils élaborent contribueront à augmenter le taux de vaccination contre le VPH des enfants et des adolescents en Afrique du Sud, qui est actuellement de 37 % chez les filles, pour atteindre le taux cible de plus de 80 % chez tous les enfants âgés de 9 à 12 ans.

Ils espèrent utiliser plus tard la même stratégie dans d'autres pays à revenu faible ou intermédiaire afin d'augmenter également leurs taux.

"Les vaccins contre le papillomavirus n'ont pas fait l'objet d'une évaluation indépendante de leur sécurité et de leur efficacité", a déclaré le [Dr Shankara Chetty](#), médecin généraliste et

spécialiste des sciences naturelles du KwaZulu-Natal. “Ainsi, aucune stratégie de marketing coercitive ne suffira à informer honnêtement les destinataires dans leur décision de consentement”.

“Étant donné que les mineurs sont ciblés, il est impératif que les tuteurs de ces mineurs reçoivent toutes les informations actuelles et, plus important encore, qu’ils soient conscients du manque d’informations sur la sécurité et l’efficacité afin de faire un choix éclairé”, a déclaré M. Chetty. “Cela ne peut pas être fait par l’industrie qui profite de sa mise en marché.

Dans le cadre d’une initiative de subvention de 40 millions de dollars visant à promouvoir la vaccination contre le papillomavirus

La CHD de juin 2023 a identifié près de 50 subventions accordées par le ministère américain de la santé et des services sociaux (HHS) et ses sous-agences, y compris les NIH. Ces subventions, d’un montant total de plus de 40 millions de dollars, ont été accordées à des universités, des systèmes de soins de santé et des services de santé publique afin qu’ils utilisent des stratégies de psychologie comportementale pour [accroître l’utilisation du vaccin contre le papillomavirus](#) chez les adolescents.

Il s’agit de la première subvention identifiée par la CHD qui utilise ces mêmes méthodes pour cibler les enfants en Afrique.

La recherche s’inscrit dans un programme plus large des institutions du HHS qui comprend des centaines de millions de dollars de subventions pour développer et tester des stratégies visant à augmenter l’utilisation de tous les vaccins dans les communautés à faible revenu et les [communautés de couleur](#) qui utilisent des [messages “culturellement adaptés”](#) au nom de l’“équité en matière de santé”.

Elle s’inscrit également dans le cadre d’une initiative visant à accorder des [subventions substantielles](#) pour augmenter les taux de vaccination contre le papillomavirus en “sensibilisant” et en luttant contre la “désinformation”.

En plus de répondre aux objectifs du HHS, le projet sud-africain s’inscrit dans le cadre d’un programme mondial défini en 2020 par l’[Assemblée mondiale de la santé](#) de l’Organisation mondiale de la santé (OMS), qui vise à [éradiquer le cancer du col de l’utérus](#) en tant que problème de santé publique dans le monde entier, principalement au moyen de la vaccination contre le papillomavirus.

Gavi, l’Alliance du vaccin, soutenue par la Fondation Bill & Melinda Gates, a annoncé l’année dernière qu’elle investirait plus de 600 millions de dollars pour atteindre son [objectif de vacciner 86 millions de filles](#) contre le papillomavirus dans les pays à revenu faible et intermédiaire d’ici à 2025, principalement par le biais de campagnes de vaccination nationales.

Cette annonce a coïncidé avec les campagnes nationales de vaccination soutenues par Gavi en [Indonésie](#), au [Nigeria](#), au [Bangladesh](#), en [Zambie](#), en [Sierra Leone](#) et en [Érythrée](#) au cours des deux dernières années.

L’Afrique du Sud a été l’un des premiers pays africains à lancer une [campagne nationale de vaccination](#) en milieu scolaire ciblant les filles âgées de 9 ans ou plus en 4e année dans les

écoles publiques.

Katz et Butler ont indiqué dans leur demande de subvention que la campagne avait été initialement “couronnée de succès”, mais que les taux s’étaient depuis effondrés, en particulier pendant et après la pandémie de [Covid-19](#).

[Merck](#), qui fabrique le [vaccin Gardasil contre le papillomavirus](#), a déclaré qu’il ferait don de vaccins pour la nouvelle étude. Merck est [l’un des principaux partenaires de Gavi](#) pour la distribution de vaccins dans les pays à faibles et moyens revenus du monde entier.

[Shabnam Palesa Mohamed](#), directrice exécutive de CHD Africa, a déclaré au [Defender](#) qu’elle était déçue de voir des chercheurs sud-africains collaborer à ce projet.

Elle a dit :

“Il est difficile de comprendre pourquoi les chercheurs de l’UKZN [University of KwaZulu-Natal] ne considèrent pas que cette expérience de manipulation sur des enfants est raciste et déshumanisante. L’[industrie pharmaceutique](#) a un bilan catastrophique en Afrique, où la pharmacovigilance est faible ou inexistante, en grande partie parce que les entreprises pharmaceutiques financent les scientifiques, les autorités réglementaires et les départements de la santé. L’UKZN ne fait pas exception à la règle. Ses bailleurs de fonds comprennent la [Fondation Bill et Melinda Gates](#).

Cela me rappelle les [spécialistes du comportement](#) qui ont aidé le gouvernement britannique à manipuler le public [during the COVID-19 pandemic] et qui ont déclaré par la suite que nous avons été systématiquement “assommés par la militarisation de la psychologie comportementale” tout au long de la pandémie.

Le projet sud-africain “sent l’impérialisme pharmaceutique”.

Dans le cadre de la subvention de 340 000 dollars accordée à Katz et Butler, les chercheurs principaux collaboreront avec une équipe de psychologues, un spécialiste de l’éducation, un épidémiologiste et un ingénieur biomédical issus d’universités américaines et de l’UKZN, ainsi qu’avec le département local de la santé et les écoles primaires d’une zone urbaine de la province du KwaZulu-Natal.

Le nom de la ville et des écoles où le projet sera mis en œuvre a été supprimé des documents FOIA fournis au CHD.

Les chercheurs cibleront spécifiquement des “populations diverses” et intégreront “les voix des personnes vivant dans des environnements à faibles ressources” pour tenter de comprendre pourquoi les enfants ne se font pas vacciner contre le papillomavirus et, en particulier, pourquoi leur nombre a diminué après la pandémie de Covid-19.

“L’[équité en matière de santé](#) est au cœur de notre recherche”, écrivent-ils.

Cependant, Mme Mohamed a déclaré : “Manipuler des enfants et des familles issus de milieux défavorisés est l’essence même du colonialisme médical”.

Elle a ajouté :

“Ce n’est pas la première fois qu’il [n’y aura pas de consentement éclairé](#) avec ces enfants

ou leurs familles, et qu'il n'y aura pas de compensation pour les préjudices ou les décès causés.

“Le rôle des NIH controversés dans la manipulation comportementale – les mêmes NIH qui n'ont pas dénoncé l'OMS facilitant les [expériences de fertilité](#) sur les filles et les femmes kényanes – a des relents d'impérialisme pharmaceutique.

Les chercheurs émettent l'hypothèse que la baisse des taux de vaccination contre le VPH pourrait être liée aux interruptions du programme liées au Covid-19, à la “méfiance médicale accrue et à l'hésitation vaccinale liée à la désinformation diffusée sur les médias sociaux”, ce qu'ils tentent de corriger.

Ils élargissent la population cible du vaccin contre le papillomavirus pour inclure les garçons et les enfants des écoles privées qui n'étaient pas initialement inclus dans le [programme national de vaccination en milieu scolaire de](#) l'Afrique du Sud.

Actuellement, le [vaccin bivalent Cervarix de GSK](#) est administré gratuitement par les infirmières scolaires dans les écoles publiques deux jours par an. Les garçons et les enfants des écoles privées doivent payer pour la piqûre.

Le vaccin contre le papillomavirus n'a pas encore été largement mis à la disposition des garçons dans le pays, et la plupart des campagnes nationales de vaccination à revenu faible ou intermédiaire ne ciblent que les filles.

Cependant, depuis que la Food and Drug Administration des États-Unis, a [élargi, en 2009, la licence pour l'utilisation chez les patients masculins](#) âgés de 9 à 26 ans pour la prévention de verrues génitales, et que le Comité consultatif sur les pratiques de vaccination du CDC a recommandé en 2011 l'utilisation systématique de ce vaccin chez les garçons, les campagnes de vaccination, du moins aux États-Unis et en Europe, ont également [ciblé les garçons](#).

L'OMS a noté que la [durabilité du marché pour le médicament](#) nécessitera de cibler également les garçons.

Pour élaborer le matériel de communication à tester, les chercheurs ont organisé des réunions initiales avec les directeurs d'école et les enseignants, les infirmières et les parents de garçons et de filles inscrits dans des écoles publiques et privées de la zone d'étude. Ils ont indiqué que les personnes interrogées avaient exprimé le souhait de “centrer les connaissances de la communauté”.

Les personnes interrogées ont également indiqué qu'elles souhaitaient que le programme de vaccination soit “inclusif” pour les garçons et les enfants des écoles privées et qu'elles aient accès à du “matériel éducatif adapté à la culture” pour répondre aux malentendus persistants sur la vaccination – un ensemble d'objectifs qui reflète ceux de tous les autres programmes de recherche sur l'assimilation du VPH financés par le NIH aux États-Unis.

Le projet pilote réunira un “groupe de travail des parties prenantes” composé de représentants du gouvernement, de la société civile, du monde universitaire et de ceux qui ont des intérêts juridiques, financiers ou éthiques dans le programme de vaccination contre le papillomavirus. Le groupe se réunira périodiquement pour discuter de la recherche.

Les chercheurs prévoient également d'interroger les enfants, les familles, les enseignants et

les infirmières scolaires sur leurs idées et leurs comportements concernant le vaccin.

Sur la base des informations recueillies lors de ces réunions, ils élaboreront une “stratégie de communication à plusieurs niveaux” pour les écoles, qui comprendra du matériel pédagogique promotionnel destiné aux enfants et des brochures d’information à distribuer aux parents.

Ils développeront également une stratégie de “[carte de conversation](#)” pour les enseignants et les infirmières parlant couramment le zoulou, qu’ils pourront utiliser comme outil pour “faciliter le dialogue” autour de la “désinformation” et de l’efficacité des vaccins.

[Jive Media Africa](#) produira du matériel pédagogique “divertissant”. La société a été sélectionnée sur la base de son travail de production de [matériel Covid-19 pour les écoles](#).

Le succès de l’étude sera mesuré en fonction du nombre d’enfants vaccinés deux mois, six mois et douze mois après l’intervention, et selon qu’ils reçoivent une première dose ou la série complète de deux doses. Elle mesurera également si les connaissances, les idées et les croyances des sujets de la recherche sur le vaccin contre le papillomavirus changent.

Le projet cible les élèves de 5e année et leurs parents, écrivent les chercheurs, car les recherches ont montré que la [faible couverture en Afrique du Sud](#) est principalement due à l’absence de consentement parental. Elle vise également les personnes susceptibles d’influencer les parents, comme les enseignants et les infirmières.

L’étude pilote contrôlée et randomisée menée dans cinq écoles et financée par la subvention s’adressera à 200 parents et enfants et à 16 enseignants et infirmières.

Dans le cadre de l’essai de phase 2, une étude randomisée portant sur 10 écoles visera environ 1 500 participants.

Les parents et les élèves seront recrutés dans les écoles sélectionnées par le biais d’une lettre envoyée à la maison avec les élèves de 5e année, leur demandant de consentir à participer aux enquêtes et de partager les carnets de vaccination de leurs enfants. Les personnes interrogées donneront leur accord verbal pour être interrogées.

Après l’étude pilote, les chercheurs affineront leur matériel et lanceront la phase 2 de l’essai de contrôle randomisé dans un plus grand nombre d’écoles.

L’essai de phase 2 devrait débuter en janvier 2025, selon le [site web](#) du gouvernement américain consacré aux essais cliniques. On ne sait pas si le financement de l’essai de phase 2 a déjà été obtenu.

Justification : éradication du cancer du col de l’utérus

Selon Gavi, près de 80 à 90 % des quelque 300 000 décès annuels dus au cancer du col de l’utérus – le [quatrième cancer le plus fréquent](#) chez les femmes – surviennent dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, et la majorité en Afrique subsaharienne.

Les taux plus élevés de cancer dans les pays à revenu faible et intermédiaire sont largement attribués à la [faible couverture du dépistage du cancer du col de l’utérus](#) et aux [options de traitement](#) limitées dans la région, bien que les chiffres réels varient considérablement d’un pays à l’autre.

Le virus HPV a été associé au cancer du col de l'utérus, bien que la grande [majorité des infections à VPH](#) disparaissent d'elles-mêmes.

Il existe plus de 150 souches de VPH. Les types de VPH à haut risque peuvent provoquer des anomalies des cellules du col de l'utérus qui sont des précurseurs du cancer, bien que l'infection par le VPH ne soit pas le seul facteur de risque du cancer du col de l'utérus.

On a constaté que le [dépistage régulier du papillomavirus](#) réduisait d'au moins 80 % l'incidence et la mortalité du cancer du col de l'utérus chez les femmes.

Cependant, [selon Gavi](#), "le cancer du col de l'utérus est presque entièrement évitable par la vaccination, ce qui signifie que, parallèlement au dépistage précoce, la diffusion du [vaccin contre le papillomavirus est essentielle](#) pour prévenir les infections".

Les documents de subvention utilisent le même langage, bien qu'ils soient moins équivoques, affirmant que le cancer du col de l'utérus est "entièrement évitable" grâce au vaccin contre le papillomavirus. Et ce, bien que les vaccins n'aient pas été testés pour mesurer la prévention du cancer, mais uniquement pour leur capacité à supprimer les souches cibles de VPH.

Entre 2007 et 2012, plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire ont mené des [projets de démonstration](#) à petite échelle avec des vaccins fournis par le [Gardasil Access Program](#) de Merck, aujourd'hui abandonné, ou par la Fondation Bill & Melinda Gates dans le cadre de l'[initiative PATH](#).

En 2012, Gavi a commencé à soutenir l'introduction nationale du vaccin contre le papillomavirus dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et continue de le faire aujourd'hui.

Au total, 122 [États membres de l'OMS](#) ont ajouté le vaccin contre le papillomavirus à leur calendrier de vaccination systématique.

Cependant, selon une étude publiée dans [Preventative Medicine](#), l'acceptation du vaccin est très inégale et les chercheurs affirment que des "stratégies de communication plus efficaces" sont nécessaires.

Lorsque le programme sud-africain a été lancé en 2012, 86,6 % des filles en âge d'être vaccinées l'ont été au cours de la première année. Mais en 2019, ces chiffres n'étaient plus que de 69 % et en 2021, de 37 %.

Les dangers du vaccin contre le papillomavirus ne sont pas pris en compte par les promoteurs du projet

Le [vaccin Gardasil](#) a été associé à une myriade d'effets indésirables dans le monde entier. Parmi les effets caractéristiques observés à la suite de la vaccination contre le papillomavirus, on peut citer des [maladies auto-immunes et neurologiques](#) invalidantes, telles que le [syndrome de tachycardie orthostatique posturale](#), la [fibromyalgie](#) et l'[encéphalomyélite myalgique/syndrome de fatigue chronique](#).

La littérature scientifique évaluée par des pairs aux États-Unis, en Australie, au Danemark, en Suède, en France et au Japon, ainsi que les statistiques publiées par les agences de santé publique de chacun de ces pays, démontrent des associations plausibles entre la

[vaccination contre le papillomavirus et les maladies auto-immunes.](#)

Selon un article paru dans le [British Journal of Clinical Pharmacology](#), la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire ont des taux de déclaration très faibles pour les effets indésirables associés aux vaccins ou à d'autres produits pharmaceutiques, de sorte qu'il est difficile de suivre les lésions liées aux vaccinations précédentes.

Brenda Baletti, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Brenda Baletti](#), [The Defender](#), 2024

Articles Par : [Brenda Baletti](#)

A propos :

Brenda Baletti Ph.D. est journaliste au Defender. Elle a écrit et enseigné sur le capitalisme et la politique pendant 10 ans dans le cadre du programme d'écriture de l'université Duke. Elle est titulaire d'un doctorat en géographie humaine de l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill et d'une maîtrise de l'université du Texas à Austin.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca